
**MEDITERRANEAN ACTION PLAN (MAP)
REGIONAL MARINE POLLUTION EMERGENCY RESPONSE CENTRE FOR THE
MEDITERRANEAN SEA (REMPEC)**

Fourth Meeting of the Barcelona Convention Offshore Oil
and Gas Group (OFOG) Sub-Group on Environmental
Impact

REMPEC/WG.55/INF.6
24 April 2023
Original: English

Floriana, Malta, 23-24 May 2023

Agenda Item 4: Technical review of the Annexes to the Mediterranean Offshore Protocol

Compilation of the feedback and comments received on the technical review of the Annexes to the Mediterranean Offshore Protocol

For environmental and cost-saving reasons, this document will not be printed and is made available in electronic format only. Delegates are encouraged to consult the document in its electronic format and limit printing.

Note by the Secretariat

Within the context of the Intersessional Correspondence Group on the Technical review of the Annexes to the Offshore Protocol, launched in November 2022, this document reproduces the comments and recommendations received by members of the IGC on the amendments to the Annexes of the Offshore Protocol. The data and information included within this document come as a support to the Meeting document REMPEC/WG.55/4.

Annex I

Comment and recommendation, from a Contracting Party to the Offshore Protocol, on the technical review of the Annexes to the Offshore Protocol, received by the Secretariat, in the framework of the ICG on the Technical review of the Annexes to the Offshore Protocol.

1 Comment and recommendation received on the 5th of April 2023 from Tunisia :

Suite à votre correspondance, et après avoir consulté le document portant sur l'examen technique des annexes I, II et III du Protocole relatif à la protection de la mer Méditerranée contre la pollution résultant de l'exploration et de l'exploitation du plateau continental, des fonds marins et de son sous-sol (relatif au Protocole Offshore), j'approuve la recommandation de l'IOGP relative à la formation d'un groupe de travail pour proposer une révision cohérente avec les standards communs approuvés en décembre 2019.

Annex II

Comments and recommendation, from a Non-Contracting Party to the Offshore Protocol, on the technical review of the Annexes to the Offshore Protocol, received by the Secretariat, in the framework of the ICG on the Technical review of the Annexes to the Offshore Protocol.

1 Comments and recommendation received on the 8th of April 2023 from Algeria :

Remarques et observations sur les modifications des annexes du protocole relatif à la protection de la mer méditerranée contre la pollution résultant de l'exploration et de l'exploitation du plateau continental, du fond de la mer et de son sous-sol. « OFFSHORE »

Faisant suite à l'examen de la documentation mises à notre dispositions relatives aux modifications des annexes du protocole relatif à la protection de la mer méditerranée contre la pollution résultant de l'exploration et de l'exploitation du plateau continental du fond de la mer et de son sous sol, les remarques et observations sont à soulignées sur les différents documents à savoir :

Décision IG : 25/7 : Modification des annexes du protocole relatif à la protection de la mer méditerranée contre la pollution résultant de l'exploration et de l'exploitation du plateau continental, du fond de la mer et de son sous-sol.

L'examen des modification des annexes du protocole OFFSHORE ne soulève pas d'objection quant aux modifications proposées car l'enrichissement des annexes du protocole a été effectué sur la base d'une compilation de textes juridiques et réglementaire régionaux et mondiaux ainsi que sur la base de bonnes pratiques offshore, dont les documents sont ceux de l'agence américaine pour la protection de l'environnement (EPA), la convention OSPAR et la directive de l'UE pour les études d'impact sur l'environnement.

Decision IG22/3 : Mediterranean OFFSHORE Action plan in the framework of the protocol for the protection of the Mediterranean sea against pollution resulting from Exploration and Exploitation of the continental Shelf and the Seabed and its subsoil :

Compléter l'appendice 2 : programme de coopération technique et de renforcement des capacités par :

- Démantèlement des installations (plates formes), abandons des puits et des canalisations sous-marines.
- Surveillance et suivi à posteriori de l'environnement des sites ayant été concernés par des travaux de démantèlement d'installations, de puits et de canalisations sous-marines.

Terms of Reference for the Intersessional Correspondence Group (ICG) on de commissioning for 2022-2023.

3-1 il est judicieux de se concentrer sur des régions qui ont déjà développé des cadres réglementaires pour la gestion des plates formes pétrolières en fin de vie et qui pourraient ainsi servir d'exemple ou de retour d'expérience pour les autres régions qui l'auraient moins développé.

Le démantèlement peut ainsi consister à laisser l'installation sur place, in situ, à la démanteler. Aussi, cet aspect, devra englober également la pratique de bouchage et l'abandons des puits ainsi que les canalisations sous-marines et la réhabilitation du site dans ses conditions originales.

Convention internationale pour la protection de l'environnement marin en Atlantique Nord-Est	
Décision OSPAR 98/3 Elimination des Installations offshore désaffectées (ensemble quatre annexes)	
L'immersion et le maintien en place en totalité ou en partie des installations offshore désaffectées sont interdits dans la zone maritime. Toutefois, si l'autorité compétente est convaincue après qu'une	Ces aspects réglementaires sont pris en charge par des dispositions des annexes citées ci-dessus. Annexe 1 Catégories d'installations offshore désaffectées

évaluation selon les dispositions de l'annexe 2, qu'il existe des raisons sérieuses pour lesquelles une autre option d'élimination est préférable à l'élimination finale à terre, elle peut accorder par dérogation un permis pour le maintien en place de la totalité ou d'une partie de l'installation.	au titre desquelles des dérogations sont susceptibles d'être envisagées. Annexes 2 Schéma d'évaluation des propositions d'élimination en mer d'installations offshore désaffectées. Annexe 3 Procédure de consultation Annexe 4 Condition du permis et rapports.
---	--

3.2 Garanties Financières : Inciter le titulaire d'une autorisation d'exercer des activités pétrolières et gazières en mer, sur les conditions de constitution et de mobilisation des garanties financières à provisionner de démantèlement et de remise en état des lieux à la fin de leur activité.

Selon les dispositions de la loi 19-13 régissant les activités d'hydrocarbures, chapitre «abandons et remise en état des sites » les opérations d'abandon et de remise en état des sites au terme de la période d'exploitation sont financées par les provisions (garanties financières) constituées chaque année à compter de la date de mise en production. Les montants de ces provisions sont versés dans des comptes bancaires afin de procéder, aux opérations d'abandon et de remise en état des sites à la fin de l'exploitation.

Aussi je vous informe que les documents portant sur les Terms of Reference for the international Correspondance Group on annexes to the Offshore Productif for 2022 -2023 et le Plan d'action global et Programme de travail (Pdt) 2022-2023 ne soulèvent pas de remarque .

Proposition d'amendement à l'annexe II de la décision IG 25/7 du protocole OFFSHORE :

Inclure l'aluminium et sels d'aluminium en raison de son pouvoir bio accumulatif dans l'écosystème aquatique et des conséquences néfastes sur les espèces aquatiques et la santé de l'homme. Aussi ces sels peuvent provenir aussi de la corrosion des installations liées à l'activité OFFSHORE.

Proposition d'amendement des annexes I à VIII de la décision IG 25/7 du protocole OFFSHORE :

Certaines substances chimiques dont le rejet est interdit dans la zone du protocole sont utilisées de manière minime par les navires de pêche. Il convient de signaler que ce protocole sera en partie contraignant pour les pays en voie de développement, notamment de point de vue d'utilisation de **peinture antifouling** par les navires de pêche. Ces peintures antisalissure contiennent certaines substances nocives énumérées dans les annexes du protocole. , nous tenons à vous informer que les navires algériens ne pratiquent pas le nettoyage des coques des navires sous-l'eau (underwater hull cleaning), comme se fait dans les pays développés, comme le royaume unis par exemple. Cette activité de nettoyage des coques de navires sous-l'eau permet la libération de ces substances chimiques nocives pour les écosystèmes, la biodiversité marine, et la santé humaine. Elle se fait sous l'eau pour minimiser les couts d'exploitation des navires l'aide de plongeurs et de technologies dédié à cet effet ((ROV, jet d'eau à haute pression...etc), tout en récupérant les matières nocives dans un circuit fermé.

En Algérie, l'activité de nettoyage des coques de navires (carénage) se fait dans des chantiers navals à intervalle de temps régulier, ce qui minimise considérablement l'impact des substances chimiques de l'antifouling sur l'environnement marin. Le problème que présentent les revêtements antifouling (la désintégration de la peinture après un certain temps d'utilisation), sera résolu par le passage des navires en cale sèches à un intervalle de temps régulier, pour nettoyer et revêtir leur coque.

A cela, s'ajoute le fait que ces peintures utilisées par les navires de pêche artisanale en Algérie sont importées de pays ayant des exigences strictes en matière de pollution, conformément aux recommandations du comité de protection de l'Environnement Marin de l'OMI (exemple : Danemark, Royaume Unis).

Comme la plupart des pêcheries artisanales dans le monde, les navires de pêche algériens ne sont pas dotés de ballast et ne sont pas concernés par la pollution due au rejet des eaux de ballast. Pour les autres types de pollution résultant de l'activité des navires, à savoir les huiles usagées, nous tenons à vous informer que nous avons mis au point un système de gestion et de récupération des déchets huileux au niveau des ports de pêches et qu'aucun rejet en mer de ces matières n'est autorisé. A ce titre, nous vous demandons de tenir compte de l'aspect artisanale des pêcheries de pays en voie de développement et de leurs donner un délai pour se conformer.

Dans le cadre du plan d'action global, comprenant une stratégie de mobilisation des ressources de ce projet, les pays en voie de développement peuvent bénéficier du programme de coopération technique et de renforcement des capacités afin de veiller à l'exécution plus durable du plan d'action offshore pour la méditerranée.

Annex III

Comments and recommendation, from an accredited MAP Partner, on the technical review of the Annexes to the Offshore Protocol, received by the Secretariat, in the framework of the ICG on the Technical review of the Annexes to the Offshore Protocol.

1 Comments and recommendation received on the 16th of February 2023 from IOGP :

Introduction and purpose of this document

2 IOGP thanks REMPEC and welcomes the opportunity to provide a technical review and comments on the *Annexes to the Protocol for the Protection of the Mediterranean Sea against Pollution Resulting from Exploration and Exploitation of the Continental Shelf and the Seabed and its Subsoil* and especially Annex I and II

3 In its current form, we believe there are several technical issues with the Annexes that negatively impact the quality of the Offshore Protocol, create significant implementation challenges for both Competent Authorities and Operators and could be detrimental to the ratification of additional Parties.

IOGP Comments on the Amendment to the Annexes to the Protocol for the Protection of the Mediterranean Sea against Pollution Resulting from Exploration and Exploitation of the Continental Shelf and the Seabed and its Subsoil

4 IOGP would like to highlight the following concerns associated with the Amendment to the *Annexes to the Protocol for the Protection of the Mediterranean Sea against Pollution Resulting from Exploration and Exploitation of the Continental Shelf and the Seabed and its Subsoil*:

1. Annex I contains some redundancies and inconsistencies.

- Redundancies in Item 3 organotin and item 16 tin and organic tin compounds. It is covered twice in the same list.
- Item 17 prohibits free oil, diesel oil, formation oil and item 25, prohibits Crude oil, fuel oil, oily sludge, used lubricating oils and refined products. There is significant overlap in these substances.
- Following on from the above point, you have 6 different, and at times overlapping, categories of hydrocarbon prohibited for discharge. This is confusing and makes implementation by a Contracting Party and/or Operator, extremely difficult.
- Example: Item 7 - Oil & grease in production water, with the exception of permitted process discharges and Item 15 - Aliphatic hydrocarbons, also known as non-aromatic compounds = not clear because Oil in Water corresponds to aliphatic HC. So Item 7 means we can discharge up to international agreed threshold (30 ppm) but Item 14 means we cannot discharge. This seems to be a discrepancy.
- Example: Item 9 and Item 10 essentially mean the same thing: Nonaqueous drilling fluids (NAFs), and oil-based drilling fluids.
- Why are exceptions and limits for some substances provided e.g. mercury - with the exception of mercury within drilling mud/fluids and drilling cuttings up to a maximum of 1 mg/kg dry weight in stock barite, but not for others, for example in produced water (see below)

Produced Water

- CPs should be aware that produced water contains minor concentrations of Mercury, Cadmium, Zinc, Copper, Lead, PAHs, Phenols, and Aliphatics.

- Prohibiting disposal of these substances practically means prohibition of produced water discharge.
- We would therefore suggest that a similar reference to discharge of produced water as made in Item 7 (oil and grease) is made for Items 1 (mercury), 2 (cadmium), 6 (PAHs), 11 (copper), 12 (lead), 13 (zinc), 15 (aliphatics), 17 (formation oil) & 22 (phenols), with reference to a risk-based approach.
- Instead of zero discharge for such substances (and others on the list) a risk-based approach should be followed focusing on zero harm instead of zero discharge. We strongly urge you to consider the objective of zero harm instead zero discharge. IOGP published Report #633 on Risk Based Assessment of Offshore Produced Water Discharges in September 2020 which outlines such an approach. It is freely available to all, at [IOGP Reports](#).

2. Annex I as listed at the 2021 COP is not consistent with Decision IG. 24/09 which was adopted in December 2019.

- The introduction of Annex I states that it does not apply to discharges below the limits defined jointly by the Parties and below Article 10 of the Protocol in relation to oil.
- Does this mean that discharge of the substances in the list can be made if they are contained in a permitted discharge
- For substances that may be discharged does this mean that the limits must be included in Annex I?
- One interpretation could be that Annex 1 does not apply to discharges addressed in Decision IG 24/09: produced water, drilling cuttings and fluids, machinery space drainage, deck drainage, formation oil. Nevertheless, these items are prohibited for discharge in this annex whereas specific limits/conditions are set for their discharges in the Common Standards. The specific items in Annex 1 are: 1, 2, 7, 8, 9, 15, 24, & 25.
- Limits set in Article 10 1.b) of the Offshore Protocol are less stringent than the ones set in Decision IG 24/09. A reference in these Annexes to an article (10) that should in fact be superseded by a more recent standard (IG 24/09) is questionable, confusing and may cause implementation issues.

3. The proposed Annex I list is not aligned with the philosophy of REACH and OSPAR.

- The Annex addresses entire categories of substances when REACH (and OSPAR's List of Chemicals for Priority Action) address specific substances/molecules and not categories. For instance, Annex I prohibits discharge of 'aliphatic hydrocarbons' with no specificity, when OSPAR's LPCA list identifies cyclododecane & 1,5,9 cyclododecatrienne and REACH identifies cyclohexane. Annex I prohibits Organophosphorus compounds with no specificity when OSPAR's LPCA includes ethyl O-(p-nitrophenyl) phenyl phosphonothionate (EPN) and REACH includes Tris (2,3 dibromopropyl) phosphate and Tris(aziridinyl)phosphin oxide. The same comment about lack of specificity regarding organohalogen compounds, phthalate esters, phenols, Organic Nitrogen Compounds is also true.
- It should be noted that to reach zero discharge of these compounds (eg. PAH, phenols, metals), technology such as Granular activated carbon or macro porous polymer extraction would need to be installed; The required surface area for this would be between 400 and 500m², weight could reach 2000 tonnes, and energy consumption could reach 21600 KW/day. Thus, it is highly impractical to achieve in an offshore environment. We strongly recommend that a risk-based approach be adopted instead.
- The rationale to include some substances is unclear and consequences could be far reaching.

- Zinc is now listed, but it should be noted that it is widely used for corrosion protection using sacrificial anodes and not only within our industry but also in shipping, offshore wind, harbour constructions etc. Likewise, there are other industries/ activities that can be sources of PAHs etc. A prohibition could have greater consequences or just prove to be operationally non-viable.
 - What is the rationale to include copper or phosphorus?
- It should also be noted that both in REACH and in OSPAR, inclusion of these substances on the list (LCPA or restricted under REACH) does not mean that they are fully prohibited but they are subject to restrictions and require thorough justification for use.

4. Some items listed refer to a concept that needs to be commonly defined to be practical:

- Example: Item 26 with a definition of Persistence and interference with any legitimate use. It seems to be related to Garbage, which is addressed in MARPOL Annex V; Item 27, what does ‘in or through’ mean? Item 28 what does ‘taking into account the protection of the marine environment mean’?
- We believe management of these substances is better addressed through the Chemical Permitting Plan, which is mandated in the Common Standard (Decision IG 24/09).

IOGP Recommendation

5 Based on these observations, IOGP recommends that an Intersessional Correspondence Group is formed to work on a revised version that would be consistent and not conflicting with the Common Standards approved at COP 21 in December 2019.
